

L'OLIGARCHIE NUMÉRIQUE AUX PRISES AVEC LE POUVOIR POLITIQUE DANS LE MONDE

UNE MENACE POUR LES ÉLECTIONS EN RD CONGO ?

Introduction

José MINAKU, S.J.,
Directeur du Centre
spirituel Amani/
Bukavu.
joeminakusj@
gmail.com

Que savons-nous de la guerre en Ukraine sinon ce qu'en dit la presse occidentale ? C'est cette presse qui avait affirmé, sans sourciller, que Saddam Hussein avait des armes de destruction massive. C'est la même presse qui avait débité des mensonges sur la Libye et Kadhafi. C'est la même presse qui ignore systématiquement les milliers des victimes civiles en RD Congo suite à une violence alimentée notamment de l'extérieur. C'est cette presse-là que nous sommes appelés à croire sur l'Ukraine.

Entre-temps, l'autre voix, celle de *Russia Today*, a été extirpée des bouquets des télévisions numériques. Ce média qui donnait le point de vue russe a été banni par les « Grands » du monde numérique : *Twitter*, *Facebook*, *YouTube*, pour cause de « propagande mensongère ». Seuls les points de vue de CNN, France 24, BBC prévalent après le musèlement de toute voix discordante en provenance du gouvernement russe. Toute voix dissonante est traitée de mensonge ou de propagande. L'ironie de l'histoire veut que ce soit la presse occidentale qui est à la manœuvre du musèlement, alors qu'elle se présente toujours comme « le chantre » de la liberté de l'information et d'opinion. Comme exemple de ce matraquage médiatique unilatéral, rappelons un article publié par le journal *La Croix* sous le titre : « Vladimir Poutine parachève son musèlement médiatique de masse »¹.

Dans cet article-interview, Monsieur Christophe Deloire, Directeur général de Reporters sans frontières, ce chantre de la liberté d'expression, affirme :

1 Interview de Christophe DELOIRE, Directeur général de Reporters sans frontières, recueillie par Marie DANCER, cf. *La-Croix*, <https://www.la-croix.com>, le 05/03/2022 à 14:53.

En s'en prenant à Facebook et Twitter, Vladimir Poutine parachève ce musèlement de masse. Jusqu'ici, les plateformes étrangères lui permettaient de diffuser sa propagande, mais depuis que Facebook, par exemple, a suspendu en début de semaine les comptes des médias d'État russes RT et Sputnik, il ne leur voit plus aucune utilité. En outre, le narratif de Vladimir Poutine pour justifier la guerre en Ukraine est tellement mensonger qu'il redoute qu'un pourcentage important de Russes en prenne conscience. Et puis, au-delà du cas des plateformes numériques, le texte voté le 4 mars s'applique aussi aux médias étrangers [...].

Il est surprenant de constater que M. Deloire ne mentionne pas qu'en fait la Russie réagit à son exclusion unilatérale des plateformes numériques occidentales. Si l'interviewé recherche réellement la vérité, pourquoi ne condamne-t-il pas la suppression des médias russes dans les plateformes occidentales ? Ainsi, par respect pour les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs, l'on devrait laisser concourir les deux narratifs, russe et occidental. Il appartiendrait alors à chacun de se faire librement son opinion. Malheureusement, on observe un ton péremptoire dans presque tous les médias occidentaux. La condamnation de la Russie est unanime et unilatérale. Ce retour atavique de la pensée unique doit être condamné. Car, il a des incidences certaines sur l'équilibre géopolitique du monde.

Cependant, cette presse n'agit pas seule. Aujourd'hui, la campagne de diabolisation de la Russie est exécutée systématiquement et synchroniquement par le pouvoir politique occidental, les médias en général, le monde culturel, voire sportif ; tout cela, par le truchement des puissances numériques. De tous ces moyens de pression, les puissances numériques sont les plus efficaces et méritent une attention particulière.

Dans cet article, je voudrais montrer comment la montée en puissance d'une oligarchie numérique assujettit le domaine politique, après avoir phagocyté littéralement l'économie mondiale, en ce temps de pandémie mondiale. Je vais le montrer en faisant un détour vers les élections américaines de 2020 où les oligarques numériques avaient fait tomber un baobab, Trump. Par transposition, j'établirai que les mêmes méthodes pourraient avoir une incidence dans l'univers politico-économique congolais, en cette année de beaucoup d'enjeux.

1. L'influence grandissante du numérique dans la sphère politico-économique

1.1. La consolidation « des grands numériques »

Plus de deux années après la déclaration de la pandémie du Covid-19 à l'échelle planétaire, l'on n'est pas encore sorti de l'œil du cyclone. Un débat s'est installé, parmi d'autres, au sujet des modèles socio-économiques actuels. La pandémie aura dévoilé un dénominateur commun qui

transparaît dans divers contextes du monde. C'est une sorte de nivèlement uniforme des différents systèmes socio-économiques. En effet, la crise économique a désagrégé complètement nos modes de vie et mis à nu les dysfonctionnements des systèmes mondiaux actuels. L'on décèle une crise généralisée des modèles et un désarroi épistémologique. D'ailleurs, il semble que la pandémie du Covid-19 n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le système économique mondial était déjà chancelant : « Le grand danger auquel nous sommes confrontés est que l'on fasse porter la crise financière au seul Covid-19 [...]. 2019 est l'année qui finalise un cycle d'euphorie financière. L'année où les cours boursiers étaient les plus décalés des fondamentaux économiques [...] »².

Une autre constante qui émerge de la crise actuelle est l'effondrement des classes moyennes et ouvrières. Celles-ci ont été mises à mal par l'effritement du pouvoir d'achat des individus et par la disparition des petites et moyennes entreprises. L'on a assisté à un transfert systématique des capitaux du petit peuple et des classes moyennes vers une poignée de grosses entreprises. Il n'est pas nécessaire d'être un économiste chevronné pour le constater. Le fait est d'actualité et perceptible dans l'expérience quotidienne qui voit, impuissante, les petites et moyennes entreprises disparaître l'une après l'autre. Et pour cause, ces inégalités se cristallisent dans la confirmation d'un « capitalisme de connivence »³. C'est-à-dire que les grandes places financières, les grosses firmes internationales et les grandes institutions mondiales établissent des vases communicants au détriment de la grande majorité de la population mondiale. Ce modèle est une menace pour les économies émergentes ou les petites économies moribondes, comme celles de la RD Congo.

Si la crise économique est généralisée, certaines grosses firmes ont prospéré de façon exponentielle. La chaîne de télévision française, France 24, dans un document du 7 octobre 2020 signé par Sebastian Seibt, affirme :

La fortune des milliardaires dans le monde a atteint la somme inédite de 10. 200 milliards de dollars durant la crise sanitaire, a constaté un rapport de la banque UBS et du cabinet de conseil PwC, publié mercredi 7 octobre. Un accroissement de richesse qui illustre à quel point les marchés financiers jouent un rôle d'accélérateur des inégalités pendant les crises.

2 François-Xavier MARQUIS, *Après le drame, l'espoir d'une société nouvelle*, Livre numérique, Librinova, p. 34.

3 « Le capitalisme de connivence est un terme décrivant une économie capitaliste où le succès en affaires dépend de relations étroites avec les représentants du gouvernement. Il peut créer une forme de favoritisme dans l'attribution de permis légaux, de subventions gouvernementales, de réduction d'impôts ou d'autres formes d'interventionnisme » (cet extrait est issu de l'article de Wikipédia en anglais intitulé « Crony capitalism », Helen HUGHES, « *Crony Capitalism and the East Asian Currency and Financial 'Crises'* », printemps 1999 (consulté le 22 juillet 2021).

Et il apporte ces précisions :

À l'instar du patron de Tesla, ce sont les dirigeants des entreprises du secteur tech, qui ont gagné le plus d'argent ces derniers mois, soulignent les auteurs du rapport. Si UBS et PwC évitent de citer des noms, il suffit de consulter l'indice des milliardaires de Bloomberg pour constater que Jeff Bezos (Amazon), Mark Zuckerberg (Facebook), Jack Ma (Alibaba) ou encore Steve Ballmer (ex-PDG de Microsoft) sont les grands gagnants du moment. Et ces capitaines de navires 2.0 ne se sont pas enrichis à ce point en vendant davantage. Ce grand bond en avant de la fortune des milliardaires provient essentiellement des marchés financiers, souligne le rapport.

Durant la pandémie, cet enrichissement s'est opéré au détriment de la classe moyenne et des petites et moyennes entreprises (PME) qui ont vu leurs revenus rétrécir comme une peau de chagrin. En fait, depuis quelques années, l'on assiste, impuissant, à la montée en influence des dirigeants de quelques entreprises multinationales et qui ont posé, grâce à leur pouvoir financier, une main lourde sur les politiques. La classe moyenne, ce pilier dans la société civile, voit donc son influence diminuer.

1.2. « Le capitalisme de connivence »

Le journal *Le Monde*, dans sa publication du 8 septembre 2019, avant la déclaration de la pandémie, s'était interrogé sur ce que l'on appelle, depuis un temps, « le capitalisme de connivence »⁴. Ce modèle crée une proximité entre les dirigeants de grosses entreprises et les politiciens de sorte qu'ils se protègent mutuellement, renforçant une élite qui écrase la grande majorité. On observe, dans certains pays, que le pouvoir économique est utilisé comme tremplin du pouvoir politique. Ce dernier, une fois mis en place, renforce le pouvoir économique. Ce circuit fermé isole la masse laborieuse et les classes moyennes, c'est-à-dire, la grande majorité de la population.

Cette coalition s'est manifestée avec plus de netteté durant la pandémie du Covid-19. La porosité entre l'État et les grandes entreprises s'apparente à de la corruption et met à mal les fondamentaux du capitalisme : les libertés individuelles et la concurrence. En effet, à quoi bon investir dans les études, par exemple, si le marché de l'emploi est gouverné par les connexions politiques ? Comment miser sur la « compétitivité », si des concurrents peuvent user de leur influence politique pour remporter des contrats ? La complicité tacite entre les élites économico-financières et les politiques de tous bords tue littéralement les PME et renforce les écarts entre les riches et les autres.

4 Julien BOUISSOU, « Une révolte contre le capitalisme de connivence », dans *Le Monde*, publié le 08 novembre 2019 à 06h14 - Mis à jour le 08 novembre 2019.

Par exemple, le déroulement des élections présidentielles aux USA, en novembre 2020, est une illustration éloquent de la montée en puissance de certaines entreprises au détriment des politiciens. Qui pouvait croire, il y a quelques années, que le bras de fer entre l'homme le plus puissant du monde, le Président des USA, et les PDG de 5 entreprises numériques se solderait par la victoire de ces derniers ? Ce cas exige une analyse plus précise.

2. Un exemple : Trump ou le récit d'une défaite programmée par les « Big five »

À l'approche des élections américaines de novembre 2020, avant la pandémie du Covid-19, pratiquement tout indiquait que le gouvernement Trump allait remporter : l'économie était florissante ; le chômage au plus bas ; il y avait de l'enthousiasme dans les investissements. La pandémie a fait changer la donne.

Après ces élections, le monde a regardé avec soulagement la défaite de celui qui molestait, 4 années plus tôt, *l'establishment* et le « politiquement correct ». Trump a tellement dérangé qu'aucune attention n'a été accordée aux anomalies historiques ayant caractérisé ces élections. En effet, l'occurrence de ces anomalies, dans une seule élection, suscite des questions. Par exemple, dans toute l'histoire électorale des USA, jamais un Président en exercice n'avait perdu alors qu'il a réalisé un bien meilleur score à la seconde élection. Trump a eu plus de 10.000.000 de voix en plus par rapport à son score de 2016. Jamais un Président en exercice n'a perdu les élections en ayant remporté les scrutins de Iowa et Floride. Trump les a remportés haut la main. Biden, le challenger de Trump, comme par hasard, a fait des résultats exceptionnels seulement dans les fameux « swing states », c'est-à-dire, les États avec un grand nombre d'indépendants. C'est justement dans ces États qu'il y a eu le plus grand nombre d'allégations des fraudes au profit de Biden. Toutes ces excroissances n'apparaissent que dans les États où Biden, pourtant en difficulté, avait crucialement besoin de votes.

Trump avait beau crier à la fraude électorale, comme dans une république bananière, mais les esprits avertis savent très bien qu'il est extrêmement difficile de prouver une fraude électorale. Trump a été donc débouté par la Justice et mis à la porte de la Maison-Blanche. L'histoire dévoilera la vérité un jour ! Mais, après deux années de recul, l'on peut affirmer, avec des faits, que la manipulation avait été savamment orchestrée par une collision entre les politiques et les géants du numérique. Sans forcer les choses, l'on peut subodorer la présence manipulatrice d'une intelligence qui a profité de la situation causée par la pandémie du Covid-19 pour promouvoir le vote par correspondance et échapper ainsi au contrôle humain. Les algorithmes sont aujourd'hui capables de manipuler des données à loisir, à la barbe de tous,

sans que l'on ne soit capable de prouver leur culpabilité. Ces considérations pourraient relever des « théories du complot », mais il y a des faits observés lors des présidentielles aux USA et que l'on ne peut nier.

Aujourd'hui, il est de notoriété publique que les grands médias se sont ligüés avec les grosses compagnies numériques, appelées « Big five » ou Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), pour offrir au public américain une couverture médiatique à 96% défavorable pour Trump. Le phénomène des « fake news », vocable inventé par Trump, a pris de l'ampleur en défaveur de Trump. Les fameux « Big five » ont financièrement orienté 90 % de leurs donations aux démocrates. Les « Big five » ont littéralement protégé le candidat Biden en supprimant des plateformes numériques toute histoire négative concernant Biden et en soulignant à l'extrême tout discours négatif concernant Trump. Par exemple, les allégations de corruption de Hunter Biden, le fils de Joe Biden, ont été systématiquement estampillées comme « théorie du complot ».

Aujourd'hui, il est prouvé que ces médias savaient que ces allégations étaient fondées, mais ils les avaient sciemment inhibées. Un sondage récent indique qu'un électeur de Biden sur six n'aurait pas voté pour ce dernier s'il avait su que ces allégations étaient vraies. Il y a d'autres entorses au système électoral tout aussi vérifiables : les corporations du numérique ont travaillé en parfaite synergie avec les grands médias. Les grandes places financières, notamment les grandes firmes pharmaceutiques, ont donné un soutien total aux démocrates, au détriment des républicains qui ont fini leur campagne presque en faillite. Après les élections, ces mêmes acteurs ont étouffé toute tentative de contestation des résultats électoraux en qualifiant d'infondée toute contestation. Enfin, et c'est le fait le plus grave, *Tweeter*, *Facebook* et *YouTube* ont même poussé l'affront jusqu'à suspendre le compte du Président des États-Unis et de certains de ses collaborateurs.

Le point que je cherche à marquer ne consiste pas à défendre Trump. Tant s'en faut. Je voudrais simplement mettre le doigt sur une influence de plus en plus remarquée des « Big five ». La suppression du compte *Twitter* et *Facebook* de Trump et son bannissement de *YouTube* indiquent combien les « Big five » ont défié le sommet du pouvoir américain. Ils sont allés jusqu'à utiliser leur position de monopole pour effacer les plateformes concurrentes. La plateforme sociale « *Parler* » qui hébergeait les voix conservatrices et dissidentes a été sanctionnée par Apple⁵.

5 Le 10 janvier 2021, Apple a supprimé la plateforme sociale « Parler » de l'App Store, un peu plus de 24 heures après avoir prévenu l'éditeur. « Parler » est une plateforme sociale qui cherchait à se démarquer de grandes plateformes sociales comme Facebook, Twitter. Dans un communiqué, le constructeur explique avoir toujours accepté les différents points de vue, mais qu'« il n'y avait pas de place sur notre plateforme pour les menaces de violence et d'activité illégale ». L'application n'a pas pris les mesures adéquates pour régler le problème de la prolifération de ces menaces, poursuit le constructeur. « Parler » sera suspendu de l'App Store tant que ce problème ne sera pas résolu. (cf. <https://www.macg.co/ailleurs/2021/01/apple-menace-de-supprimer-lapp-dextreme-droite-parler-le-compte-twitter-de-donald-trump-suspendu-118947>)

Par ailleurs, depuis la prestation de serment du Président Joe Biden, l'on remarque que les « amourettes » entre les « Big five » et l'administration Biden se portent à merveille. Le « programme de protection » de Biden continue son chemin. Il suffit de voir comment il est systématiquement ménagé par la presse : aucune question fâcheuse n'est autorisée. Biden compte dans son administration des transfuges du monde numérique. Convoqués plus d'une fois au Sénat américain, ces « Big five » ont brillé par leur arrogance, conscients de leur poids financier et de leur influence prouvée sur la scène politique américaine. Cette classe d'oligarques numériques soutient plus d'un candidat au Congrès américain qui s'en trouve muselé.

Ainsi, selon toute vraisemblance, Trump a été battu, non par un Joe Biden faible, mais plutôt par un groupe de patrons du numérique alliés à une presse tout aussi inféodée. Si l'on traite ainsi le tout puissant président américain, qu'advierait-il du commun des mortels ? Les grands forums de défense des libertés fondamentales ont passé outre leur aversion pour Trump et ils ont fustigé cette dictature naissante du monde numérique sur la politique. En réaction à la suppression du compte tweeter de Trump en janvier 2021, les réactions de toutes les tendances politiques ne se sont pas fait attendre.

3. La connivence ou l'aveu d'impuissance des politiques face aux nouveaux maîtres du monde

Alexandre Picard, dans *Le Monde* du 11 janvier 2021 à 18h31, se penche sur le débat houleux de la suspension des comptes de Donald Trump et de la régulation des réseaux sociaux. Dans le résumé de son article, il écrit :

Des politiques de tous bords voient dans la suspension des comptes Twitter, Facebook et YouTube une menace sur la liberté d'expression de la part des plates-formes, qui, parfois, sont au contraire accusées de laxisme. Les réseaux sociaux sont-ils trop laxistes envers la haine en ligne ? Ou exercent-ils, au contraire, une censure privée excessive qui menace la liberté d'expression ? Ce débat est ravivé par la suspension des comptes du futur ex-président des États-Unis, Donald Trump – définitive sur Twitter, temporaire sur Facebook et YouTube.

Et le leader de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, de renchérir dans le même article: « La suspension du compte de Trump, la purge des géants du numérique contre ses partisans, devraient indigner tout citoyen attaché à la démocratie ».

Sans vouloir continuer ce débat, nous voudrions simplement établir le fait que les « Big five » sont devenus les nouveaux maîtres du monde. Sans avoir eu un mandat des peuples souverains, ils mettent en place une « culture d'annulation », dont la seule règle est du ressort de leur libéralité

ou de leur penchant idéologique. Ces plateformes avaient banni tout appel à la violence ou au terrorisme.

Récemment, cette règle a été modifiée pour permettre aux internautes d'accuser la Russie. En effet, selon l'Agence France Presse dans sa dépêche du 19 avril 2021, « La Russie a annoncé ce lundi l'ouverture d'une enquête contre Google et sa plateforme de vidéos YouTube pour '*abus de position dominante*', dernier exemple du bras de fer entre les autorités russes et les géants du numérique ». Ces « grands » transgressent les règles qu'ils établissent eux-mêmes. Dans la foulée, l'Agence fédérale anti-monopole (FAS) avait dit avoir ouvert une enquête, car les règles de suspension ou de suppression de comptes YouTube sont « opaques, non objectives et imprévisibles », ce qui peut « nuire aux intérêts des utilisateurs et limiter la concurrence ».

Selon toute vraisemblance, la main basse des oligarques du numérique sur le pouvoir politique est évidente. Et en retour celui-ci devrait les soutenir par une législation favorable. Par conséquent, la concurrence sera évincée du marché et les petites et moyennes entreprises seront en difficulté, non parce qu'elles sont moins bonnes, mais parce qu'elles auront de la peine à obtenir les faveurs de l'État.

Quant aux consommateurs, leur éventail des choix diminueront drastiquement. Peut-on tenir une petite entreprise sans *YouTube*, *Facebook*, *Twitter* et autres réseaux sociaux ?

Un bon test pour apprécier l'influence de ces oligarques sur les politiciens sera le comportement du Congrès américain lors de la révision constitutionnelle, annoncée par Trump, contre le monopole de ces « Big five » et le statut particulier des compagnies numériques et des réseaux sociaux.

4. La RD Congo face au capitalisme de connivence

4.1. L'épineuse question des marchés miniers

Le capitalisme de connivence ne date pas d'aujourd'hui en Afrique. Il se porte même fort bien dans la nébuleuse « France-Afrique » par laquelle l'issue de certaines élections dépendait du PDG de Total ou d'une autre grande entreprise française. Le phénomène de connivence, en occident ou en RD Congo, s'apparente d'une certaine façon à la corruption des élites ou de la classe dominante. Déjà, Max Weber parlait de la connivence en termes de « capitalisme politique » qu'il définissait comme une accumulation de fortune des fonctionnaires. Ces pratiques sont monnaie courante jusqu'à ce jour, dans un contexte où les États, suite à la pandémie, se sont appauvris.

En RD Congo, justement, des voix s'élèvent de plus en plus pour vilipender les enrichissements illicites. Dans un contexte où les financiers ont acheté le monde politique, les mandataires du peuple peinent à négocier les contrats

en faveur du peuple. L'on remarque aussi que lorsqu'un pouvoir n'est pas solide du point de vue intérieur, suite à une légitimité problématique, il sera davantage exposé aux forces économiques extérieures. Un tel pouvoir crée en lui-même les conditions d'une dépendance permanente vis-à-vis des forces extérieures d'exploitation.

Le secteur minier, en RD Congo, est un exemple patent de cette exploitation. Les entreprises minières exploitant le cuivre distinguent bien le cuivre sulfuré du cuivre oxydé⁶. Profitant d'exonérations gargantuesques, ces entreprises mettent à profit le temps qui leur est octroyé pour exploiter à fond le cuivre oxydé et elles se désengagent une fois qu'elles ont épuisé la couche de cuivre oxydé. L'exploitation du cuivre sulfuré demandant des investissements supplémentaires, ces entreprises se désengagent. Il s'agit là d'une pure prédation favorisée par la connivence entre ces multinationales et les régimes politiques. Ces entreprises se servent et disparaissent, sans que l'on puisse constater un quelconque impact positif de leur action sur le social : construction des écoles, des hôpitaux et des infrastructures de communication. Cet exemple classique ne dit pas encore comment les géants numériques peuvent influencer la donne politique en RD Congo.

4.2. Le contrôle des réseaux sociaux durant la campagne électorale

Ces dernières années, l'on a assisté à une prolifération des organes de presse tant dans l'univers de la télévision que celui de l'internet. Plus spécialement, les Youtubeurs⁷ déferlent à qui mieux mieux et occupent la scène médiatique de façon régulière. Les états-majors de différents partis politiques misent sur une armée de ces « communicateurs » qui essaient dans les divers médias pour influencer l'opinion. C'est de bonne guerre.

Mais la RD Congo, par ses richesses stratégiques, est une pièce maîtresse dans l'univers de la technologie de pointe. Elle est donc un point d'intérêt. Imaginons une connivence entre des acteurs politiques avec les grands du monde numérique, sur un fonds d'exploitation des minerais indispensables au développement du numérique. Par un jeu de lobbies, les acteurs politiques peuvent accéder aux grands du numérique pour obtenir leur soutien, en offrant en retour l'accès aux matières premières. Il serait alors très facile pour ces puissants de museler certains protagonistes.

Cette contribution a suffisamment montré comment les grands du numérique, comme des dieux, peuvent créer un personnage et en faire disparaître un autre. YouTube peut vous suspendre pour une durée déterminée, le temps d'une campagne électorale, par exemple, et vous

6 En effet, les industries minières exploitent le cuivre sous deux formes : le cuivre Oxydé que l'on trouve entre 0 et 70 mètres et le cuivre Sulfuré, au-delà de 60 mètres. Le cuivre oxydé demande un investissement relativement moindre, comparé à l'investissement exigé par le cuivre Sulfuré.

7 Néologisme pour désigner les animateurs des plateformes médiatique sur YouTube.

n'aurez aucune instance pour vous plaindre. Lors des élections en Ouganda, en 2021, Facebook avait fermé les comptes de plusieurs responsables gouvernementaux ougandais accusés « d'interférences dans le débat public à l'approche de l'élection présidentielle »⁸. Notez que la raison évoquée était tout à fait subjective et unilatérale. S'ils ont pris cette mesure en faveur de l'opposition, rien ne les empêche, par la libéralité qui les caractérise, d'influencer les élections au détriment de l'opposition.

Le législateur est donc averti, au moment de l'élaboration de la loi électorale. Il lui faudra de l'imagination pour protéger le pays et ses richesses de la prédation du monde numérique qui n'épargne personne.

Conclusion

La domination des puissances numériques dans le monde d'aujourd'hui est une réalité que l'on n'a plus besoin de démontrer. Chaque fois qu'un gouvernement aura une faible légitimité, il demeurera une proie facile pour ceux qui ont une longueur d'avance, c'est-à-dire, les grandes multinationales. Elles continueront à saigner à blanc le pays fragile. Chaque gouvernement doit veiller à avoir des législateurs intelligents et des négociateurs patriotes pour affronter l'ère post-Covid. Il faudra concevoir stratégiquement une « réinitialisation » de nos modèles afin de mettre en exergue l'intérêt majeur de la nation. Ne peuvent mener cette bataille que des hommes et des femmes jouissant d'une légitimité populaire claire, d'une indépendance vis-à-vis de l'influence occidentale et d'une passion inaltérable pour le bien-être de leurs concitoyens. ■

8 Cf. AFP, dans une dépêche du 11 janvier 2021, à 11 :23.